

Le Gouvernement flamand arrête les modalités de l'imposition et du paiement de l'amende administrative.

L'amende administrative n'est pas imposée lorsque l'infraction, visée au premier alinéa, est punie d'une sanction administrative communale.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias, du Tourisme, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,

F. VANDENBROUCKE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique,

M. KEULEN

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

V. HEEREN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents. — Proposition de décret, n° 1939/1. — Rapport, n° 1939/2. — Texte adopté en séance plénière, n° 1939/3.

Annales. — Discussion et adoption. Séance du 11 mars 2009.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1645

[C - 2009/29268]

19 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant les épreuves sanctionnant les sessions de formation visées à l'article 50, § 1^{er} du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, notamment l'article 53, alinéa 1^{er};

Vu la proposition de la Commission permanente de l'Inspection;

Vu les protocoles de négociation du 9 février 2009 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 4 février 2009 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2007;

Qu'en son article 52, ce décret impose au Gouvernement l'organisation des formations menant à la délivrance des brevets d'inspecteur au moins tous les deux ans;

Considérant que l'organisation concrète des trois sessions de formation, dans le délai ainsi imparti, implique la mise en œuvre de nombreuses mesures préparatoires ainsi que l'adoption de divers arrêtés d'exécution;

Qu'ainsi notamment, le décret du 8 mars 2007 précité impose au Gouvernement, en son article 53, alinéa 1^{er}, d'organiser, sur proposition de la Commission permanente de l'Inspection, les épreuves sanctionnant chacune des sessions de formation;

Vu la proposition de ladite Commission permanente;

Considérant que les sessions de formation doivent débiter prochainement;

Que dans le cadre des formations dispensées, il convient que les formateurs soient avisés des modalités selon lesquelles se dérouleront les épreuves;

Considérant qu'il convient d'adopter dans les plus brefs délais les dispositions d'exécution prévues par l'article 53, alinéa 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 précité en vue de l'organisation effective de l'ensemble du dispositif menant à la délivrance des brevets d'inspecteur dans le délai imparti par ce même décret, et ce afin de respecter tant l'esprit que la lettre du décret;

Qu'en effet, le Service général de l'Inspection est actuellement composé d'une centaine de membres du personnel exerçant leurs missions d'inspection à titre provisoire, dans l'attente de la délivrance des premiers brevets;

Que ces membres du personnel exercent actuellement leur fonction en vertu d'un dispositif transitoire qui, s'il est justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'exercice des missions d'inspection dans l'attente de la délivrance des premiers brevets, doit s'effacer au plus vite devant le dispositif organique selon lequel les missions d'inspection doivent être assumées par des inspecteurs brevetés;

Que ce dispositif organique, par les conditions posées en terme d'accès à une fonction d'inspecteur, entendent garantir dans le chef des candidats une formation initiale adéquate, en lien avec l'importance des tâches à accomplir, et au terme de laquelle un brevet est délivré;

Que la délivrance des brevets d'inspecteur constituera de ce fait la garantie selon laquelle les missions d'inspection sont assurées par des membres du personnel présentant tous les qualités requises et offrira la possibilité aux membres du personnel concernés de stabilisation nécessaire à l'exercice de leurs fonctions dans des conditions optimales;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 25 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 mars 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- « décret du 8 mars 2007 » : le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques;
- « arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008 », l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion visées à l'article 28, 1^o, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques.

Art. 2. Chacune des épreuves sanctionnant les sessions de formation aux fonctions d'inspecteur visées à l'article 28, 1^o, du décret du 8 mars 2007 est organisée comme suit :

- 1^o tous les candidats qui ont suivi la formation reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la durée de la formation sont admis à présenter l'épreuve;
- 2^o le seuil de réussite pour chacune des épreuves est de 60 %.

Pour chacune des épreuves visées aux articles 3 à 5, les différents jurys élaborent une grille d'évaluation commune.

Art. 3. § 1^{er}. L'épreuve sanctionnant la première session de formation aux fonctions d'inspecteur visées à l'article 28, 1^o du décret du 8 mars 2007 consiste en :

- 1^o deux épreuves écrites :
 - (a) un bilan de compétences, reprenant les forces et faiblesses du candidat par rapport à ses aptitudes et compétences relationnelles, et rédigé à domicile par le candidat. Le document comportera deux pages dactylographiées (caractère 12, simple interligne);
 - (b) une étude de cas, différenciée selon la(les) fonction(s) concernée(s). Réalisée sur site, cette épreuve est d'une durée maximale de 3 heures.
- 2^o une présentation et une défense orale d'une durée maximale de 30 minutes portant principalement sur l'étude de cas visée au point 1^o, (b) ci-dessus.

§ 2. Le candidat est évalué sur la base des critères suivants :

- 1^o prise en compte dans chacune des épreuves (écrites et orale) des dimensions des compétences à acquérir telles qu'énoncées dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008, en l'occurrence :
 - communication, notamment l'écoute, l'accompagnement et la définition des limites de ceux-ci;
 - règles de déontologie, d'éthique et de secret professionnel;
 - prise en considération du rôle de la confiance en soi dans le cadre de la vie professionnelle;
 - prévention et gestion des conflits;
 - analyse systémique d'une situation;
 - vision prospective.
- 2^o cohérence entre le bilan des compétences et les compétences et aptitudes à acquérir telles qu'énoncées dans l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008;
- 3^o pertinence des actions proposées dans l'étude de cas, à savoir :
 - la prise en compte du contexte, l'aspect concret des actions proposées et leur faisabilité;
 - leurs fondements scientifiques;
 - leur adéquation avec la législation en vigueur.
- 4^o cohérence entre les termes et solutions proposés dans l'analyse de cas et le bilan de compétences présenté par le candidat;
- 5^o expression (capacité à communiquer par écrit et oralement);
- 6^o maîtrise de l'écrit fonctionnel.

Art. 4. § 1^{er}. L'épreuve sanctionnant la deuxième session de formation aux fonctions visées à l'article 28, 1^o, du décret du 8 mars 2007 consiste en la rédaction d'un rapport d'inspection, sur la base du modèle-type de rapport visé au § 2 des articles 6 à 10 du décret du 8 mars 2007, remis et exploité en formation.

Ce rapport sera élaboré à partir de différents documents et sources d'informations. (1)

La séquence observée et les documents remis seront en lien avec la discipline du candidat inspecteur ou avec des disciplines apparentées.

Le rapport comprendra des propositions, notamment en matière d'évaluation (propositions pour évaluer les compétences abordées dans la séquence) et de formation continuée.

Pour cette épreuve réalisée "à livre ouvert", le candidat peut disposer de sa documentation personnelle.

Cette épreuve sur site est d'une durée maximale de 5 heures, en ce compris la situation d'observation.

§ 2. Le candidat est évalué sur la base des critères suivants :

- 1° mise en œuvre de chacune des compétences concernées telles qu'énoncées dans l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008;
- 2° capacité d'analyse et de synthèse;
- 3° prise en compte et articulation des éléments fournis par les différents documents;
- 4° pertinence des propositions formulées :
 - la prise en compte du contexte, l'aspect concret des propositions formulées et leur faisabilité;
 - leurs fondements scientifiques;
 - leur adéquation avec la législation en vigueur.
- 5° pertinence et adéquation de la prise de décision en conclusion du rapport;
- 6° expression (capacité à communiquer par écrit);
- 7° maîtrise de l'écrit fonctionnel.

Art. 5. § 1^{er}. L'épreuve sanctionnant la troisième session de formation aux fonctions de promotion visées à l'article 28, 1^o, du décret du 8 mars 2007 consiste en un questionnaire à choix multiple (QCM), construit notamment au départ d'analyses de cas.

Le questionnaire imposera au candidat de trouver la réponse correcte au problème posé et de justifier la réponse choisie en faisant référence aux dispositions légales, décrétales et/ou réglementaires.

Les choix multiples comporteront quatre propositions. Le QCM comportera dix questions dont trois au moins portant sur les textes légaux communs visés au point 3.1 de l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008.

Pour cette épreuve réalisée "à livre ouvert", le candidat peut disposer de sa documentation personnelle (ex. Cdrom, documents reçus en formation et éventuellement annotés, etc...).

L'épreuve se déroule sur un ordinateur; le candidat aura la possibilité de disposer d'un accès à internet.

Cette épreuve sur site est d'une durée maximale de 2 heures.

§ 2. Le candidat est évalué sur la base de la justesse de la réponse, en ce compris de la justification.

Art. 6. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion visées à l'article 28, 1^o, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques est complété par l'alinéa suivant :

« Au cours de la formation, une grille d'auto-évaluation sera travaillée avec les participants comme outil en vue de permettre à chaque candidat d'établir son bilan de compétences. »

Art. 7. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. L'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, produit ses effets au 18 novembre 2008.

Bruxelles, le 19 mars 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

—
Note

(1) Les documents seront ajustés afin de prendre en compte la spécificité des compétences telles qu'énoncées dans l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008, et dès lors la particularité des rapports réalisés.

Ainsi, à titre d'exemple, peuvent être présentés : des indicateurs relatifs à l'établissement « inspecté », des extraits de leçons ou de séquence pédagogique (filmée ou observée sur le terrain), des évaluations (internes ou externes), des documents d'élèves (ex. photocopie d'un cahier), des documents de l'enseignant observé, son parcours de formations, un projet de centre PMS, l'observation d'entretiens avec des personnes de chacune des disciplines d'un centre PMS, des outils utilisés par le centre, la consultation de documents produits par le centre, des partenariats mis en place par le centre,... La spécificité du personnel auxiliaire d'éducation sera prise en compte également.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1645

[C — 2009/29268]

19 MAART 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de proeven die de opleidingssessies bekrachtigen zoals bedoeld in artikel 50, § 1 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, inzonderheid op artikel 53, eerste lid;

Gelet op het voorstel van de Vaste Inspectiecommissie;

Gelet op de Onderhandelingsprotocollen van 9 februari 2009 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van de personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het Overlegprotocol van 4 februari 2009 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de door de Regering erkende gesubsidieerde PMS-centra;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de bepalingen van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, op 1 september 2007 in werking zijn getreden;

Dat artikel 52 van dit decreet bepaalt dat de Regering ten minste om de twee jaar opleidingen moet organiseren die leiden tot de uitreiking van brevetten van inspecteur;

Overwegende dat de concrete organisatie van de drie opleidingssessies binnen de aldus gestelde termijn de invoering met zich meebrengt van talrijke voorbereidende maatregelen, alsook van de aanneming van diverse uitvoeringsbesluiten;

Dat het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007 inzonderheid in artikel 53, eerste lid bepaalt dat de Regering, op voorstel van de Vaste Inspectiecommissie, proeven moet organiseren die elke opleidingssessie bekrachtigen;

Gelet op het voorstel van de bovenvermelde Vaste Commissie;

Overwegende dat de opleidingssessies binnenkort georganiseerd moeten worden;

Dat in het kader van de verstrekte opleidingen de opleiders op de hoogte moeten worden gebracht van de nadere regels volgens dewelke de proeven zullen georganiseerd worden;

Overwegende dat de uitvoeringsbepalingen bedoeld in artikel 53, eerste lid, van het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007 zo vlug mogelijk aangenomen moeten worden met het oog op de werkelijke organisatie van het geheel van het systeem dat leidt tot het uitreiken van brevetten van inspecteur binnen de termijn gesteld door ditzelfde decreet en dit, om zowel de geest als de letter van het decreet na te leven;

Dat de Algemene Inspectiedienst immers thans samengesteld is uit een honderdtal personeelsleden die hun inspectieopdrachten voorlopig uitoefenen in afwachting van het uitreiken van de eerste brevetten;

Dat deze personeelsleden thans hun ambt uitoefenen overeenkomstig een overgangssysteem dat, alhoewel het verantwoord wordt door de noodzakelijkheid om voor de continuïteit van de uitoefening van de inspectieopdrachten te zorgen in afwachting van het uitreiken van de eerste brevetten, zo vlug mogelijk vervangen moet worden door een organiek systeem volgens hetwelk de inspectieopdrachten door gebrevetteerde inspecteurs uitgeoefend moeten worden;

Dat dit organieke systeem, door de voorwaarden gesteld inzake de toegang tot een ambt van inspecteur, in hoofde van de kandidaten een gepaste initiële opleiding wil waarborgen in verband met het belang van de taken die uitgevoerd moeten worden en na dewelke een brevet wordt uitgereikt;

Dat het uitreiken van brevetten van inspecteur in feite een waarborg zal zijn dat de inspectieopdrachten uitgeoefend worden door personeelsleden die alle vereiste kwaliteiten vertonen en de betrokken personeelsleden de stabilisatie zal verschaffen die noodzakelijk is voor de uitoefening van hun ambten in de optimale voorwaarden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 februari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 maart 2009,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- « decreet van 8 maart 2007 » : het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;
- « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008 », het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008 houdende organisatie van de opleidingen van verscheidene sessies betreffende de bevorderingsambten bedoeld in artikel 28, 1°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

Art. 2. Elke proef die opleidingssessies bekrachtigt voor de ambten van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1° van het decreet van 8 maart 2007, wordt georganiseerd als volgt :

- 1° alle kandidaten die de opleiding gevolgd hebben, krijgen een attest voor gevolgde cursussen. Enkel de kandidaten die een attest geven waarin bewezen wordt dat ze werkelijk ten minste 75 % van de duur van de opleiding hebben gevolgd, worden tot de proef toegelaten;
- 2° de kandidaten moeten minstens 60 % behalen voor elke proef.

Voor elke proef bedoeld in de artikelen 3 tot 5 werken de verschillende examencommissies een gemeenschappelijk evaluatiesysteem uit.

Art. 3. § 1. De proef die de eerste opleidingssessie bekrachtigt voor de ambten van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1° van het decreet van 8 maart 2007 bestaat uit :

- 1° twee schriftelijke proeven :
 - (a) Een competentiebalans met de sterke en zwakke punten van de kandidaat ten opzichte van zijn vaardigheden en relationele bekwaamheden, en door de kandidaat thuis opgesteld. Het document zal twee getypte bladzijden omvatten (lettertype 12, enkele interlinie);
 - (b) Een onderzoek naar gevallen, gedifferentieerd volgens het (de) betrokken ambt(en). Uitgevoerd ter plaatse duurt deze proef ten hoogste drie uur.
- 2° een voorstelling en een mondelinge verdediging van ten hoogste 30 minuten die voornamelijk betrekking zal hebben op de casestudy bedoeld in punt 1°, (b).

§ 2. De kandidaat wordt geëvalueerd op basis van de volgende criteria :

- 1° de in aanmerkingneming in elke proef (schriftelijke en mondelinge) van de omvang van de vaardigheden die verworven moeten worden zoals vermeld in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008, met name :
 - communicatie, inzonderheid luistervaardigheid, begeleiding en bepaling van de beperkingen van deze;
 - regels inzake deontologie, ethiek en beroepsgeheim;
 - in aanmerkingneming van de rol van zelfvertrouwen in het kader van het beroepsleven;
 - voorkomen en beheer van conflicten;
 - analyse van een toestand op grond van het systeem;
 - toekomstgerichte visie.
- 2° coherentie tussen de competentiebalans en de bekwaamheden en vaardigheden die verworven moeten worden zoals vermeld in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008;
- 3° gegrondheid van de acties voorgesteld in het onderzoek naar gevallen, inzonderheid :
 - de in aanmerkingneming van de context, het concreet aspect van de voorgestelde acties en hun haalbaarheid;
 - hun wetenschappelijke gronden;
 - hun overeenstemming met de geldende wetgeving.
- 4° coherentie tussen de woorden en oplossingen voorgesteld in het onderzoek naar gevallen en de competentiebalans voorgesteld door de kandidaat;
- 5° uitdrukking (schriftelijke en mondelinge communicatievaardigheid);
- 6° beheersing van de functionele schriftelijke vaardigheid.

Art. 4. § 1. De proef die de tweede opleidingssessie bekrachtigt voor de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, van het decreet van 8 maart 2007 bestaat in het opstellen van een inspectieverslag, op basis van het model van verslag bedoeld in § 2 van de artikelen 6 tot 10 van het decreet van 8 maart 2007, overhandigd en gebruikt tijdens de opleiding.

Dit verslag zal uitgewerkt worden op grond van verschillende documenten en informatiebronnen. (1)

De waargenomen sequentie en de overhandigde documenten zullen in verband staan met het vak van de kandidaat-inspecteur of met de aanverwante vakken.

Het verslag zal voorstellen bevatten, inzonderheid wat betreft de evaluatie (voorstellen om de vaardigheden die aan bod komen in de sequentie te evalueren) en de voortgezette opleiding.

Voor deze openboek-proef mag de kandidaat over zijn eigen documentatie beschikken.

Deze proef ter plaatse duurt ten hoogste 5 uur, met inbegrip van de waarnemingssituatie.

§ 2. De kandidaat wordt geëvalueerd op basis van de volgende criteria :

- 1° invoering van elke betrokken competentie, zoals vermeld in bijlage 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008;
- 2° analyse- en synthesevaardigheid;
- 3° in aanmerkingneming en samenhang van de elementen verstrekt door de verschillende documenten;

- 4° gegrondheid van de geformuleerde voorstellen :
- de in aanmerkingneming van de context, het concrete aspect van de geformuleerde voorstellen en hun haalbaarheid;
 - hun wetenschappelijke gronden;
 - hun overeenstemming met de geldende wetgeving.
- 5° gegrondheid en overeenstemming van het nemen van een beslissing als conclusie van het verslag;
- 6° uitdrukking (schriftelijke communicatievaardigheid);
- 7° beheersing van de functionele schriftelijke vaardigheid.

Art. 5. § 1. De proef die de derde opleidingssessie bekrachtigt voor de bevorderingsambten bedoeld in artikel 28, 1°, van het decreet van 8 maart 2007 bestaat uit een meerkeuzevragenlijst (QCM), opgesteld inzonderheid op basis van onderzoeken naar gevallen.

Met deze vragenlijst zal de kandidaat het juiste antwoord moeten vinden aan het gestelde probleem en het gekozen antwoord verantwoorden met een verwijzing naar de wets-, decreet- en/of verordeningsbepalingen.

De meerkeuzen zullen vier voorstellen omvatten. De meerkeuzevragenlijst zal tien vragen omvatten waaronder ten minste drie betrekking hebben op de gemeenschappelijke wettelijke teksten bedoeld in punt 3.1 van bijlage 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008.

Voor deze openboek-proef mag de kandidaat over zijn eigen documentatie beschikken (b.v. Cdrom, documenten ontvangen tijdens de opleiding en eventueel van aantekeningen voorzien, enz.).

De proef gebeurt op een computer; de kandidaat zal de mogelijkheid krijgen om over een toegang tot internet te beschikken.

Deze proef ter plaatse duurt ten hoogste 2 uur.

§ 2. De kandidaat wordt geëvalueerd op basis van de juistheid van het antwoord met inbegrip van de verantwoording.

Art. 6. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008 houdende organisatie van de opleidingen van verscheidene sessies betreffende de bevorderingsambten bedoeld in artikel 28, 1°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, wordt aangevuld als volgt :

« Tijdens de opleiding zal een zelfevaluatiesysteem uitgewerkt worden met de deelnemers als instrument zodat elke kandidaat zijn competentiebalans zal kunnen opstellen. »

Art. 7. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Artikel 2, eerste lid, 1°, heeft uitwerking met ingang van 18 november 2008.

Brussel, 19 maart 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

Nota

(1) De documenten zullen aangepast worden om de specificiteit van de vaardigheden in aanmerking te nemen zoals vermeld in bijlage 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008, en bijgevolg de bijzonderheid van de opgestelde verslagen.

Kunnen dus bij voorbeeld voorgesteld worden : de indicatoren betreffende de « geïnspecteerde » instelling, de fragmenten van lessen of pedagogische sequentie (gefilmd of gezien op het terrein), de evaluaties (interne of externe), documenten van leerlingen (b.v. Copie van een schriftboek), documenten van de waargenomen leerkracht, zijn opleidingstraject, een project van een PMS-centrum, het waarnemen van gesprekken met personen van elk vak van een PMS-centrum, instrumenten gebruikt door het centrum, de raadpleging van documenten geproduceerd door het centrum, partnerschappen ontwikkeld door het centrum,... De specificiteit van het opvoedend hulp personeel zal ook in aanmerking worden genomen.